

COVID-19 · STRATÉGIE VACCINALE : QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?

20 maires de plusieurs départements d'Ile-de-France et le Président du conseil Départemental du Val-de-Marne demandent un accès équitable au vaccin contre la Covid-19. Ils s'expriment ensemble dans une tribune en faveur d'une sectorisation claire des centres de vaccination, et des moyens logistiques pour que les communes puissent aider leurs aînés à s'y rendre.

Des objectifs de vaccination intenables

Lors de son allocution du 7 janvier dernier, le Premier ministre a fixé **l'objectif du million de personnes vaccinées dès la fin du mois de janvier**. Alors que l'Ile-de-France compte près de 830 000 habitants de plus de 75 ans, il faudrait, dans les conditions actuelles, plus de 4 mois pour que chacun d'entre eux puisse recevoir la première injection du vaccin. Au 19 janvier, les chiffres annoncés se traduisent par une vaccination de **près de 87 000 Franciliens de plus de 75 ans**, soit moins d'1% de la population totale de la région parisienne. Force est donc de constater qu'à ce stade, les objectifs de l'État sont intenables.

Iniquité d'accès au vaccin

Dans nos villes, ce sont des centaines de milliers d'habitants qui se retrouvent sans solution de vaccination de proximité, alors que la saturation des centres existants entraîne des tensions et des craintes à l'égard du service public. Il revient actuellement aux personnes âgées de plus de 75 ans, un pan de la population qui souffre trop souvent d'isolement et de la fracture numérique, de tenter, seules, de prendre rendez-vous par téléphone ou sur internet pour espérer se faire vacciner. Pour cette campagne de vaccination sans précédent, l'Etat doit assurer sa compétence de santé publique en permettant un accès local et équitable au vaccin, sur l'ensemble du territoire.

Les maires ont déjà pris leurs responsabilités, l'Etat doit leur permettre de continuer à agir !

Les maires ont démontré depuis le début de la crise sanitaire leur capacité d'agir aux côtés de l'Etat et **ont déjà organisé** des distributions de masques, de gel hydroalcoolique et des campagnes de dépistage dans les territoires.

À cet instant, comment répondre aux sollicitations des habitant-e-s dès lors que les maires et les élu-e-s locaux, premiers acteurs de proximité, se heurtent à **l'opacité des critères d'ouverture de nouveaux centres de vaccinations, à la pénurie de doses de vaccins ? Tout ceci n'est pas cautionnable. Il est urgent d'ouvrir davantage de centres, et d'en organiser clairement la « sectorisation ». Dès lors, nous pourrions faciliter l'accès au vaccin (prise de rendez-vous, transport...) aux personnes qui en ont besoin.**

SIGNATAIRES : **Christian Favier**, Président du Conseil Départemental du Val-de-Marne (94), **Hélène de Comarmond**, Maire de Cachan (94), **Jacqueline Belhomme**, Maire de Malakoff (92), **David Ros**, Maire d'Orsay (91), **Christian Métairie**, Maire d'Arcueil (94), **Nadège Azzaz**, Maire de Châtillon (92), **Philippe Bouyssou**, Maire d'Ivry-sur-Seine (94), **Patricia Tordjman**, Maire de Gentilly (94), **Régis Charbonnier**, Maire de Boissy-Saint-Leger (94), **Stéphanie Daumin**, Maire de Chevilly-Larue (94), **Jean-Luc Laurent**, Maire du Kremlin Bicêtre (94), **Marie Chavanon**, Maire de Fresnes (94), **Pierre Garzon**, Maire de Villejuif (94), **Christine Janodet**, Maire d'Orly (94), **Pierre Bell-Lloch**, Maire de Vitry-sur-Seine (94), **Jean-Philippe Gautrais**, Maire de Fontenay-sous-Bois (94), **Rafika Rezgui**, Maire de Chilly-Mazarin (91), **Clovis Cassan**, Maire des Ulis (91), **Patrick Douet**, Maire de Bonneuil-sur-Marne (94), **Romain Colas**, Maire de Boussy-Saint-Antoine (91), **Damien Allouch**, Maire d'Épinay-sous-Senart (91)